

THEME

FISCALITE FORESTIERE MOINS

COMPLEXE ET PLUS EQUITABLE

Jacques OSSISSOU

Février 2009

BRAZZAVILLE – CONGO

■ PLAN

- I – Historique de la fiscalité forestière
- II – Une fiscalité Spécifique
- III – Une fiscalité flexible et équitable
- IV – Conclusion

I HISTORIQUE DE VLA FISCALITE FORESTIERE

La fiscalité forestière a été instituée en 1974 sous l'appellation du FARN Fonds d'Aménagement et de Reboisement.

Cette fiscalité était, comme d'ailleurs dans d'autres pays de la sous région créée pour soutenir en partie le financement du développement forestier à travers un compte d'affectation spécial ouvert au Trésor Public à cet effet.

Elle était constituée des recettes ci- après

- la taxe l'abattage ;
- les produits de vente de bois de plantations
- la redevance à l'exportation ;
- les transactions forestières ;
- les produits de vente des permis de petite et grande chasse ;
- la redevance entrée usine
- A partir de 2000, avec l'adoption de la loi 16 2000 du 20 Novembre 2000 portant code forestier, la fiscalité forestière a connu des réformes très significatives.

Les raisons de ces réformes :

- les enjeux de la gestion durable des ressources forestières à travers, l'approche participative dans la gestion des ressources forestières et la création de nouvelles structures dans l'administration forestière ;

- l'harmonisation des politiques au niveau sous régional;
- l'impertinence de l'application de la redevance entrée usine.

Cette fiscalité a connu des évolutions et ces réformes ont conduit à la création du Fonds Forestier en 2000. La nouvelle fiscalité forestière est sous tendue par les recettes suivantes :

- La taxe l'abattage prélevée sur les volumes fûts des bois abattus;
- la taxe de superficie en remplacement de la redevance entrée usine est le loyer de la superficie concédée ;
- la taxe de déboisement appliquée sur les superficies ouvertes par les routes forestière ;
- les produits de vente des bois de plantations ;
- la taxe à l'exportation prélevée sur les volumes de bois exportés ;
- les transactions forestières, produits des affaires contentieuses ;
- les produits de vente des permis de petite et grande chasse;

■ **II UNE FISCALITE SPECIFIQUE**

- La définition de l'assiette fiscale appelle des connaissances techniques en matière forestière. Il s'agit particulièrement de:
- l'inventaire et la botanique pour les taxes d'abattage ;
- la cartographique pour les taxes de superficie et de reboisement ;
- le classement des bois et la botanique pour les taxes à l'exportation. ;
- La Connaissance générale dans le domaine forestier et de la législation forestière pour les matières contentieuses de forêt et faune .

C'est pour toutes ces raisons que la définition de l'assiette fiscale incombe aux services techniques de l'administration forestière qui en assurent également les recouvrements au profit du Trésor Public, à l'exception à la taxe à l'exportation qui est prélevée par le cordon douanier à la sortie, sur la base des attestations de vérification émises par le service de contrôle des produits forestiers à l'exportation .

■ **III UNE FISCALITE FLEXIBLE ET EQUITABLE**

La gestion durable des ressources forestières impose de nouvelles données dont il faut absolument tenir compte pour assurer la rentabilité économique des entreprises, la vitalité sociale et l'équilibre environnemental.

Une revue effectuée en 2005 par la banque Mondiale sur la législation et la gouvernance forestière a proposé une série de réformes fiscales pouvant garantir les conditions d'équité entre les différents opérateurs du secteur.

- Ces réformes concernent :

- La taxe de superficie indexée à la superficie du permis sans tenir compte d'autres facteurs qui peuvent renchérir les coûts de facteurs, engendrer une concurrence déloyale le remplacement rendant ainsi moins compétitifs les produits;
- Le remplacement du prix FOB par le prix FOT dans le calcul de la taxe d'abattage et à l'exportation pour tenir compte des coûts de transport qui comme le premier cas rendent moins compétitifs les produits congolais sur le marché international;
- La mise en place d'une fiscalité incitative et graduelle qui favorise la mise en œuvre de la politique de gestion durable à travers l'écocertification et la diversification de la transformation;
- L'offre financière par laquelle les soumissionnaires s'engagent librement à payer au titre du loyer du permis les montants proposés.

- **IV CONCLUSION**

Les évolutions enregistrées dans le secteur forestier au cours des dix dernières années traduisent incontestablement la volonté politique du Gouvernement Congolais à promouvoir la gestion durable des ressources forestières du Congo.

L'ensemble des réformes fiscales proposées par la Banque Mondiale constituent les déclencheurs du point d'achèvement de l'initiative PPTE du secteur forestier et le Congo a déjà réalisé 90% de ces mesures.

Une fiscalité flexible et équitable permet logiquement d'assainir l'environnement économique en renforçant de ce fait la gouvernance du secteur

Merci pour votre aimable attention